

## Recherches sociographiques



Jean-Marc PIOTTE, *Sens et politique : pour en finir avec de grands désarrois*

Claude Bariteau

Volume 32, numéro 1, 1991

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/056583ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/056583ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Département de sociologie, Faculté des sciences sociales, Université Laval

ISSN

0034-1282 (imprimé)

1705-6225 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

Bariteau, C. (1991). Compte rendu de [Jean-Marc PIOTTE, *Sens et politique : pour en finir avec de grands désarrois*]. *Recherches sociographiques*, 32(1), 91–94.  
<https://doi.org/10.7202/056583ar>

Jean-Marc PIOTTE, *Sens et politique: pour en finir avec de grands désarrois*, Montréal, V.L.B., 1990, 187 p.

De 1970 à 1979, Jean-Marc Piotte a publié cinq livres qui ont alimenté les réflexions de la gauche québécoise. L'un d'eux, *La pensée politique de Gramsci*, a permis de faire connaître un auteur important demeuré inconnu dans la francophonie. Un autre, *Le syndicalisme de combat*, fut accueilli avec enthousiasme par les milieux syndicaux. Après huit ans de silence, probablement aussi de désarroi, il revint à la charge avec *La communauté perdue* pour traiter du désenchantement d'une gauche athée qui, tels les missionnaires, s'était mobilisée pour changer le monde.

Aujourd'hui, dans *Sens et politique*, il esquisse un projet de société aux contours précis. S'y conjuguent le développement économique, le développement social et le respect de l'environnement. L'État et le marché y sont des outils clés en vue de faciliter la poursuite de la liberté et la recherche de la justice. Un tel projet, selon l'auteur, ne saurait être celui des jeunes «précarisés». Il doit être porté par les acteurs sociaux: militants syndicaux, féministes, indépendantistes, militants des groupes populaires, écologistes, immigrés, etc. Il leur appartiendrait d'inventer un modèle social-démocrate québécois dont l'affirmation implique la souveraineté du Québec mais aussi le respect de la sphère privée où s'élaborent, à travers les relations affectives, des sens à la vie, que la politique ne saurait générer puisque, tout au plus, peut-elle créer les conditions qui en aident l'éclosion.

Il y a dans ces propos beaucoup de sagesse et de maturité. Quasiment une leçon de vie. On sent que l'auteur se dévoile et livre en même temps les résultats d'une réflexion personnelle qui l'a conduit à trouver les pistes inévitables qu'il suit présentement. L'une d'elles est la reconnaissance que «chaque individu sera confronté tôt ou tard aux limites inhérentes à son existence» et que cet affrontement, s'il n'est pas stoïquement évité, ouvrira la porte aux utopies ou à la religion à un point tel que «les utopies renaîtront avec les printemps sociaux» et que la religion, contrairement aux prétentions de Feuerbach et de Marx, «est une réalité sociale indépassable». (P. 178.) Une autre piste est le nécessaire équilibre qui doit s'affirmer politiquement entre la recherche de la liberté des personnes et celle d'une égalité sans cesse croissante, équilibre qui suppose le rejet d'une planification centralisée et autoritaire tout comme celui du laisser-faire total.

De ces pistes, c'est surtout la seconde qu'on explicite. Construite autour de trois textes complémentaires dont les deux premiers, «Les mutations du marxisme» et «Postmodernité et quête de sens», préparent au troisième, «Sens et politique», elle est balisée d'un texte liminaire et d'une conclusion affirmant «Un projet pluriel» où l'auteur prend soin de signaler la nécessité de l'autre piste pour éviter des dérapages dangereux.

Des trois textes, le premier me paraît le plus rodé et le mieux construit. À travers une fresque historique habilement déployée, Piotte amène le lecteur au cœur des débats majeurs qui ont alimenté la principale idéologie révolutionnaire du XX<sup>e</sup> siècle, le marxisme-léninisme, et met en relief comment Lénine a erré en introduisant «une coupure entre socialisme et démocratie», ce que Marx a toujours refusé puisqu'il voyait le socialisme comme «un élargissement de la démocratie bourgeoise». (P. 64.) Si cette errance de Lénine n'est pas indépendante du contexte où s'est réalisée la première révolution ouvrière victorieuse, il n'en demeure pas moins qu'elle a ouvert la porte à toutes sortes d'ignominies et de turpitudes au nom de la classe ouvrière qui n'y était pour rien. D'ailleurs, là où elle était majoritaire, elle n'a jamais été révolutionnaire. Son projet fut plutôt réformiste, et son action, plutôt associée à une

dynamique de mieux-être qu'à celle d'une transformation en profondeur des rouages de la société. Bernstein avait raison, nous dit Piotte. Il « a prévu ce qui adviendrait du mouvement ouvrier des pays industrialisés ». (P. 69.)

Voilà des propos qui tranchent avec ceux auxquels nous ont habitués les marxistes-léninistes des années 1970, pour qui l'orthodoxie avait des airs de religion, et les idées de Kaustky, tout ce qui ressemblait à l'enfer. Même si j'applaudis devant ces prises de position, je suis ressorti un peu déçu de ce texte sur les mutations du marxisme. Il y avait place, à mon avis, pour des développements plus étoffés sur les trajectoires prises par le marxisme dans les pays sous-développés, dans les pays capitalistes et dans les pays dits de l'Est. Il existe une littérature abondante qui en fait état. Sans trop s'y abreuver dans les limites d'un essai, il eut été préférable d'y faire écho afin de montrer en quoi les débats actuels qui la traversent portent les germes d'une critique radicale de l'approche marxiste traditionnelle de l'État et soulignent avec acuité que celui-ci, beaucoup plus que l'économie, joue un rôle décisif dans les changements sociétaux majeurs. Si l'auteur s'était astreint à cet exercice, sans doute en serait-il arrivé à des conclusions plus nuancées, peut-être même plus sensibles à une vision de la société qui n'évacue pas l'aspect des classes sociales, mais l'insère à la manière de plusieurs marxistes britanniques.

Dans le texte intitulé « Postmodernité et quête de sens », Piotte m'a semblé déchiré entre deux projets : celui de déboulonner le postmodernisme, mode qui frappe le milieu des arts et de la pensée, et celui, plus caché, d'attirer l'attention sur la quête de sens qui obnubilerait la production d'auteurs contemporains réputés. D'abord, il nous dit s'intéresser « aux questions fondamentales soulevées » (p. 72) par le postmodernisme, mais c'est seulement à la toute fin de son texte qu'il aborde le problème du sens et qu'on saisit un peu le choix des auteurs qu'il a présentés et l'ordre dans lequel il l'a fait même s'il nous avait prévenu, dès la page 11, qu'il confronterait Lyotard, Bell, Touraine, Habermas et Gorz.

De ce texte, c'est surtout la discussion sur « la quête de sens » (p. 121-126) qui m'a emballé. Pour Piotte, « Habermas, Gorz et Touraine cherchent un sens, une solidarité vécue, hors du système, hors du domaine du marché et de celui de l'État », alors que Lyotard se réfugie « derrière la liberté de l'individu » (p. 124), et Bell, au cœur de la morale traditionnelle. Déjà, ces divergences ressortaient dans son énoncé de leurs thèses majeures. Ramassées en des phrases bien ciselées, elles prennent de la vigueur et nous font oublier les raccourcis auxquels l'auteur a dû s'astreindre pour dégager les points fondamentaux qui caractérisent chacun d'eux. À cause même de la démarche qu'il a faite sienne, ces pages ne constituent ni une présentation ni une critique du courant postmoderne. Il s'agit plutôt d'une première incursion qui permet de pointer du doigt les reliquats nietzschéens qui traversent la plupart des tenants de cette nouvelle donne et auxquels s'oppose principalement Habermas, convaincu que ces derniers se sont coincés dans une philosophie de l'« objectualisation », alors que la raison serait « intercompréhension ». C'est d'ailleurs cette façon de voir qui inspire Piotte dans sa quête de sens et l'amène à privilégier des systèmes ouverts à des systèmes fermés, à rechercher les espaces sociaux générateurs d'utopies et à penser, tout comme Vincent Lemieux, que les collectivités humaines seraient organisées pour s'asservir les systèmes trop souvent décrits comme ceux qui les régularisent.

Après ces choix, que faire sinon replonger dans la quotidienneté « en la situant au sein de la présente conjoncture ». (P. 127.) Chercher dans des espaces sociaux oxygénant des façons de rendre la vie de tous les jours à la fois signifiante et solidaire. C'est un peu cette question qui donne le ton au troisième texte. Avant d'esquisser une réponse, Piotte rappelle le mot d'ordre

des néo-libéraux, soit un État minimal pour un marché maximal, lève le voile sur la « dualisation » du travail en distinguant les travailleurs en situation de précarité des travailleurs réguliers, et indique que les centrales syndicales, placées en position défensive, contribuent à creuser les écarts entre les deux dès lors qu'elles cherchent à protéger leurs membres contre les assauts dont ils sont victimes.

Ces deux derniers problèmes, selon l'auteur, auraient été mieux digérés dans les pays sociaux-démocrates qui ont conservé le marché comme outil régulateur de l'offre et de la demande. Aussi pense-t-il que le modèle social-démocrate, le vrai, « est la moins mauvaise façon de respecter la justice et la liberté dans la gestion efficace et démocratique d'une société industrielle ». (P. 145.) Sous cet angle, il met en doute l'approche de Louis Gill sur le contrôle démocratique de la planification économique et prévient qu'il ne faut surtout pas imaginer que le modèle social-démocrate puisse être appliqué en partie et seulement à l'intérieur de chaque entreprise. Il implique plutôt toute une série de conditions qui ne sont pas réunies présentement au Québec, notamment des négociations centralisées, une syndicalisation accrue des travailleurs et une organisation unifiée de leurs actions, un patronat ouvert à une telle approche et un parti politique qui promeut ce modèle en s'appuyant sur un mouvement social qui l'alimente. Ce n'est donc pas demain qu'un tel projet pourra se concrétiser. Et si tel était le cas, ne faudrait-il pas déjà s'inquiéter de la surcharge bureaucratique inhérente à une démarche de ce type ? Cette question amène l'auteur à dénoncer les effets pervers engendrés par l'État-providence, non pas à la manière des néo-libéraux, mais plutôt au point de vue d'une « surprotection » découlant d'une approche qui nierait tout espace à la fraternité, à l'amour, à la solidarité, toutes choses qui font que la vie se vit et ne nécessite surtout pas de spécialistes pour s'en occuper.

Avec ces remarques, Piotte ferme la boucle sur sa seconde piste et invite le lecteur à le suivre en des voies qui viendraient renforcer des activités permettant de rendre la vie signifiante. Elles sont multiples et on peut les développer un peu partout et là même où le travail est salarié. Mais, à l'instar de Jacques-T. Godbout, l'auteur voit dans le bénévolat un lieu de création de sens et de valorisation individuelle pouvant déboucher sur l'instauration de « rapports fraternels à la place de rapports de commerçants (le marché) ou de rapports de fonctionnaires (l'État) ». (P. 168.) Dans une société sociale-démocrate, la concertation devrait intégrer ces activités en cherchant à établir des ponts avec les institutions publiques et privées.

Par de tels propos, Piotte se rapproche des positions des néo-libéraux. C'est probablement pour cette raison qu'il ne se gêne pas de renvoyer à des auteurs guère reconnus pour leur appui au modèle social-démocrate afin d'étayer ses thèses, alors que, fondamentalement, une activité de don à l'intérieur d'un système qui privilégie la libre entreprise n'a pas du tout le même sens, à mon avis, que celle qui prendrait forme dans une société où les besoins de base sont pris en charge par des programmes sociaux supportés collectivement. Dans le premier cas, c'est le strict minimum que le don vient combler ; dans le second, c'est de l'humanité qui s'étale.

*Sens et politique* annonce des trajectoires qui, tout en se démarquant de celles que l'auteur a jadis valorisées, n'en demeurent pas moins en liaison avec des visées contemporaines qu'il serait facile d'associer à des courants marxistes ayant pris leur distance par rapport à la thèse marxiste-léniniste. Pourtant, elles n'y sont pas associées. Est-ce de la timidité ? un malaise devant un courant à la mode ? une stratégie pour mieux passer un message ? Je n'en sais rien. Y a-t-il, derrière tout cela, un aveu implicite de rejet en bloc du marxisme ? J'ose espérer que non. Mais, comment ne pas le penser lorsque les concepts de classes sociales sont évacués des explications comme des énoncés de l'auteur ? Serait-ce que, selon lui, la lecture de la société

québécoise contemporaine doit dorénavant se faire sans eux, alors que tout récemment Fernand Dumont signalait l'urgence d'y revenir dans son introduction à *La société québécoise après 30 ans de changements*? Je serais surpris d'apprendre que c'est là où se situe Piotte présentement. Peut-être son prochain livre nous enseignera-t-il davantage sur ce point.

Claude BARITEAU

*Département d'anthropologie,  
Université Laval.*

---

André LAURENDEAU, *Journal tenu pendant la Commission royale d'enquête sur le bilinguisme et le biculturalisme*, Outremont et Québec, V.L.B./Septentrion, 1990, 385 p. («Études québécoises».)

Il est très difficile de juger un texte dont la nature et les intentions sont imprécises. Dans le cas présent, Laurendeau écrivait manifestement pour lui-même, pour nommer ses impressions et ses sentiments, pour ordonner ses idées, pour consigner personnes, lieux et dates en sa mémoire. Quand il définit son écriture, l'expression est approximative et changeante : «journal intime» (p. 109), «je perds un peu le sens de ces notes : aide-mémoire, journal personnel ou journal de la Commission? C'est tantôt une chose et tantôt une autre, suivant les circonstances et mes loisirs» (p. 246), «ceci est devenu un journal» (p. 288). Dans la mesure où l'appellation «journal» revient le plus souvent, le titre que les éditeurs ont choisi de donner au livre est adéquat bien qu'il aurait été plus juste de parler de «notes», car le journal, comme exercice littéraire, comporte des règles (délimitation de champs d'intérêts, exposition soignée, enchaînement, etc.) qu'on ne retrouve pas toujours chez Laurendeau. La question se pose donc : quelle est l'utilité de lire ces notes d'un contenu approximatif que s'est écrit lui-même et avec une périodicité irrégulière le coprésident de la Commission royale d'enquête sur le bilinguisme et le biculturalisme?

D'instinct, on cherchera d'abord le fond de la pensée de l'auteur concernant la crise constitutionnelle canadienne, car c'est le seul endroit où l'on peut espérer y accéder directement. En effet, même si, selon Paul Lacoste, qui fut secrétaire conjoint puis membre de la commission, Laurendeau a joué «personnellement un rôle déterminant» dans la rédaction du rapport préliminaire et a exercé une «très forte influence» sur celle des célèbres pages bleues du premier livre du rapport final (p. 40), il n'en demeure pas moins que ces deux documents ont été le produit collectif de l'organisme, de sorte que la pensée propre de Laurendeau s'y trouve inextricablement enchevêtrée avec celles de plusieurs autres.

Le journal du coprésident révèle cette pensée par bribes, dont les plus substantielles m'ont paru être les suivantes. En début d'enquête, Laurendeau commente sa première tournée des capitales :

[...] les nationalistes d'autrefois, comme Henri Bourassa, ont appelé constamment au sens de la justice; tandis que ceux d'aujourd'hui cherchent à *établir un meilleur équilibre de forces*. L'histoire me paraît établir le bien-fondé de la seconde attitude, à quoi je ne parviens pas toujours spontanément. Car les Anglais ont l'habitude de dominer: je ne l'avais jamais senti à ce point. (P. 67.)